

AUTODÉTERMINATION DE L'UKRAINE?

« Si [pour leur propre affirmation nationale] un couple d'Herzégoviens veut provoquer une guerre mondiale qui coûterait mille fois plus cher que les hommes qui peuplent l'ensemble de l'Herzégovine ; ceci, à mon avis, n'a rien à voir avec la politique du prolétariat" (Engels à Bernstein, 22-25/2/1882)¹

"Être pour la guerre dans toute l'Europe pour la seule reconstitution de la Pologne, c'est être un nationaliste de la pire espèce, c'est faire passer les intérêts d'un petit nombre de Polonais avant ceux de centaines de millions d'hommes souffrant de la guerre" (V.I.Lénine, "Les résultats de la discussion sur l'autodétermination", 1916)

"Plus la lutte du prolétariat contre le front impérialiste général est pure, plus elle est efficace, plus impérieuse devient, évidemment, le principe internationaliste : "Un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre"" (Lénine, "Les résultats de la discussion sur l'autodétermination », 1919).

Tout événement historique majeur entraîne des tournants. Particulièrement les catastrophes, et aucune plus que la guerre. Tout s'accélère, les esprits s'échauffent, les forces sociales se mettent en branle. Elles sont destinées à se diviser inexorablement entre ceux qui veulent la guerre et ceux qui la subissent. Mais au début, le cadre se présente différemment : le chauvinisme et l'hystérie belliqueuse prévalent. "Armons-nous et allons-y ! Prenons mesures de guerre et serrons-nous la ceinture", tel est le rugissement assourdissant des médias qui couvre toute voix dissonante, tandis que les hésitants s'efforcent, par des raisonnements tortueux, d'exorciser le moment où ils devront décider quand ils devront décider : **soit pour la guerre, soit contre.**

La vague émotionnelle est si forte que la moindre confusion, la moindre incertitude, entraînent inexorablement dans la direction indiquée par la pression médiatique. Sur ce front aussi, la guerre est sans retenue : elle va des moyens les plus grossiers (images truculentes, *fake news* sur le nombre d'habitants de l'Union européenne, etc. nombre de morts, chroniques de massacres odieux et épisodes d'héroïsme glorieux) aux moyens les plus raffinés, faits pour les palais les plus exigeants. La guerre exige d'énormes sacrifices, et donc un consensus.

Au XIXe siècle, le tsar de Russie a entonné la litanie de la libération des peuples slaves de la domination de la Turquie infidèle, et Napoléon III, le principe de la "nationalité" contre la "Sainte Alliance".

Les Yankees, après, après avoir subjugué l'Europe occidentale sous la bannière de l'antifascisme, ont dépassé tout le monde avec les guerres pour la "liberté" et la "démocratie". Aujourd'hui, ces séductions, quelque peu jaunies après le Vietnam, le Chili, l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, nécessitent une nouvelle sève. Voilà pourquoi l'expansion du capital occidental et de l'OTAN dans les territoires de l'Europe de l'Est arrachés petit à petit à l'influence russe, la bannière de la "liberté" s'accompagne de celle de "l'autodétermination".

Déjà testé sur le théâtre syrien (où, face au légitimisme pro-Assad des Russes, Washington a opposé à l'"autodétermination" des Kurdes, réussissant dans une large mesure à brouiller les idées de l'extrême gauche), là encore cet artifice de propagande ("l'autodétermination") fait des victimes dans notre camp.

Avec le mirage de "l'autodétermination ukrainienne" beaucoup glissent vers le front belliciste, alors qu'ils disent –et sont convaincus– qu'ils s'y opposent.

¹ Cit in F.Andreucci, "Socialdemocrazia e impérialismo" Ed. Riuniti, 1988,Roma.

Entraînés par le courant émotionnel, ils n'ont pas la force de rompre avec le philistinisme déguisé en faux...piétisme pour les victimes innocentes du conflit, et ils introduisent des distinctions sophistiquées : du moment que l'intervention directe de l'OTAN fait toujours défaut, celle entre la Russie et l'Ukraine ne serait pas une guerre impérialiste", ou alors seulement du côté russe ; du côté ukrainien, ce serait une guerre "nationale" et "populaire" contre l'invasion, ou du moins qui pourrait le devenir. Par conséquent, si pour nous et en Russie, le mot d'ordre correct serait le classique "guerre contre la guerre", c'est-à-dire défaitisme, les Ukrainiens devraient être invités à prendre les armes contre l'armée envahissante au lieu de les retourner d'abord contre leur propre gouvernement.

Je crois que parmi ceux qui se laissent troubler par ces sirènes, il y en a qui sont de bonne foi.

Je pense donc qu'il est important de réfuter ce point de vue. Cependant, on ne peut pas le faire correctement si l'on pense, en simplifiant à l'extrême, que les questions nationales en général et l'autodétermination d'Ukraine en particulier n'ont plus aucun intérêt pour le mouvement de classe.

Je diviserai donc mon argumentation en trois parties : tout d'abord, une présentation concise de la question de l'autodétermination des nations dans la tradition marxiste, puis une tentative d'introduire les critères sur la base desquels juger de la nature du conflit actuel, qui sera finalement lié, dans la partie III, avec l'histoire récente de l'Ukraine et sa position économique et géopolitique dans la confrontation Est-Ouest

I

Marx et Engels face aux nationalités

Alors que la première édition du "Manifeste" communiste était encore fraîchement imprimée, Marx et Engels retournaient en Allemagne pour participer à la révolution allemande, ou plutôt à la révolution européenne. La perspective socialiste était encore lointaine. En Europe, la "Sainte Alliance" semi-féodale était toujours dominante. Par conséquent, leur stratégie ne pouvait viser qu'un long processus révolutionnaire (la "**révolution en permanence**"). Dans son cours, le prolétariat, encore minoritaire socialement et politiquement immature, s'éduquerait progressivement, en tentant d'ouvrir le chemin vers sa propre révolution, en luttant d'abord avec les classes bourgeoises et petites-bourgeoises pour la révolution démocratique contre la réaction féodale, dégageant ainsi la voie au développement des forces productives capitalistes.

L'un des problèmes nationaux qui allait décider de l'avenir de l'Europe était sans aucun doute le problème national: la constitution d'Etats correspondant à la nation était en effet une condition préalable nécessaire au développement du marché national et du capitalisme, et donc en leur sein le prolétariat, en tant que prémisses du socialisme.

C'est seulement en Europe occidentale que le processus pouvait s'accomplir. Dans une grande partie du continent, il était, au contraire incomplet. Cela, en particulier, s'appliquait aux domaines soumis à l'influence des trois puissances qui formaient le rempart de la réaction européenne : la Prusse L'Autriche et l'empire tsariste. Le gage de leur pacte était la partition de la Pologne, un pays que la révolution européenne avait donc un intérêt vital à libérer. Seule la défaite de la "Sainte-Alliance" pouvait balayer les obstacles qui s'opposaient à la réunification allemande et italienne et la création d'une Hongrie indépendante.

Dans la vision de Marx et Engels, dès le moment où la fièvre de la révolution avait atteint l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche, l'Italie et la Pologne, mais pas la Russie, cette dernière est devenue –et, étant donné son immobilisme sociale asiatique, elle le resterait pendant longtemps– la réserve stratégique de la contre-révolution, qui depuis ses steppes pouvait à tout moment –comme elle l'avait déjà fait en 1830 en Pologne– déclencher la guerre contre la révolution. Le camp de la Révolution était donc divisé, non seulement à l'intérieur des pays entre les classes, mais aussi à

l'extérieur, entre les **nations révolutionnaires**, prêtes à se battre contre la Russie, et les **nations contre-révolutionnaires**, l'empire tsariste et ses alliés.

Pour la "Nouvelle Gazette Rhénane", le journal qu'ils dirigeaient, quel que soit le stade et le moment où se situe la "révolution en permanence", pour faire face à la menace de la puissance moscovite, il était souhaitable que l'Allemagne incorpore l'Autriche et la Bohême, ouvrant ainsi, par la Slovénie, un accès à la mer Adriatique. On devait de même espérer qu'un accès à cette mer soit ouvert à une Hongrie qui autrement serait inévitablement asphyxiée ; que la Pologne et l'Italie soient reconstituées ; enfin, que l'on empêche l'accès à la Méditerranée au détesté **knout** tataro-cosaque, l'empêchant d'exploiter la faiblesse des peuples des Balkans pour vaincre les Turcs et s'avancer sur le détroit du Bosphore². D'où les divergences entre Marx et Bakounine, qui prônait "l'autodétermination" des Slaves³. Selon la "Neue Rheinische Zeitung", le problème n'était donc pas celui de l'"égalité" abstraite de toutes les nations et nationalités européennes, qui se sont disséminées en d'innombrables petits Etats seraient tombés sans défense sous la botte russe, mais la défaite de la réaction et du féodalisme.

Le marxisme, en d'autres termes, ne s'est pas engagé à satisfaire par principe les revendications de chaque nationalité particulière, et ne soutenait les luttes nationales que dans la mesure où elles pouvaient favoriser la croissance du prolétariat et son union, d'abord à l'intérieur des frontières nationales, tendant au-delà de celles-ci.

On peut discuter tant qu'on veut de l'opportunité d'une telle stratégie. Par exemple, un marxiste reconnu comme Rosdolsky l'a critiqué –à mon avis avec des arguments qui ne sont pas sans fondement– arguant qu'en éloignant les petits peuples slaves de la révolution, elle n'a pas joué en faveur de cette dernière⁴. Mais une chose en ressort clairement : pour les marxistes, la question des nationalités **ne se résout pas une fois pour toutes sur la base d'un principe éternel** ; elle se résout de manière concrète, sur la base de ses répercussions sur les intérêts internationaux du prolétariat. **Elle est subordonnée à ces derniers.**

La seconde internationale et les questions nationales non résolues d'Europe

Il n'est donc pas surprenant qu'avec l'échec de la révolution en 1948, et suite à la formation de l'Italie et de l'Allemagne à travers des guerres nationales, dans un cadre international profondément modifiée par la crise de l'empire turc, la politique du prolétariat vis-à-vis des nationalités européennes encore opprimées ait été rediscutée. La rébellion arménienne contre Constantinople et l'insurrection grecque au milieu des années 1890, provoquèrent au sein de la 2ème Internationale un fort débat entre ceux qui voulaient conserver dans le parti pris social-démocrate le préalable antirusse et ceux qui, comme Kautzky, pensaient que *"l'ancienne politique orientale de Marx était devenue totalement insoutenable"*⁵. Kautsky, qui était alors le théoricien marxiste le plus influent du socialisme international, était désormais convaincu que **le véritable obstacle à la lutte des classes n'était plus les aspirations à l'indépendance des petits peuples, mais plutôt les problèmes nationaux non résolus** que le développement capitaliste entraîne nécessairement, avec tout ce que cela implique de chauvinisme et de haine. Le capitalisme est maintenant dominant, et l'accent de la

² Une anthologie des écrits de "Nouvelle Gazette Rhénane" dans Marx, Engels, Il Quarantotto" La Neue Reinische Zeitung", Firenze, La Nuova Italia 1970

³ Une reconstruction dextrement intéressante de la polémique entre la "Neue Reinische Zeitung" et Bakounine, qui rend justice à ce dernier, dans le beau livre de Roland Rosdolsky "Friedrich Engels e il problema dei popoli "senza storia". La question nationale dans la révolution de 1848-49 selon la vision de la Neue Reinische Zeitung", Genova, Graphos, 2005.

⁴ Ibid.

⁵ K Kausky, "Nazionalità e intenazionalità", in A. Salamo (a cura di) Antologia del pensiero socialista", vol. III. Malheureusement il n'existe pas en Italie de traductions intégrales des importants écrits de Kautsky sur le problème national, en dehors de celui cité, de 1908, "Die Moderne Nationalität" de 1887. Sur les positions de Kautsky sur la question nationale cfr. Aussi R. Gallisot, "Nations et nationalités dans les débats du mouvement ouvrier", "Histoire du Marxisme", Einaudi, To, v II ; M. Waldenberg. "Il papa rosso Kautsky" Ed. Riuniti, Roma, 1980, v.I ;F. Andreucci, op cit.

stratégie internationale du prolétariat doit être déplacé. La question n'est plus de favoriser le développement de la bourgeoisie par la création de grands États-nations, mais de surmonter la méfiance des prolétaires des nationalités opprimées envers ceux de la nation dominante. Sur inspiration de Kautsky, en 1896, le Congrès de Londres de l'Internationale socialiste adopte une résolution reconnaissant le "*plein droit de toutes les nations à l'auto-détermination*"

Rosa Luxemburg est pour une révision ouverte de la stratégie socialiste internationale incluant le soutien prolétarien traditionnel à l'indépendance de la Pologne. A partir de 1896 celle-ci se prononce un changement de politique vis à vis de l'Europe orientale et de la Turquie⁶. Mais la question est loin d'être résolue sur le plan théorique, surtout en ce qui concerne les petites nations.

Au centre du débat se trouvent, bien sûr, les empires multinationaux, la Russie, les empires habsbourgeois et turcs, où le mécontentement de ces petites nations s'accroît. Le socialisme autrichien adopte en 1899 pour les nations opprimées par la monarchie bicéphale, le programme d'un État "*national démocratique et fédéral*" fondé sur la reconnaissance du "*droit de chaque nation à l'existence et au développement national*" et sur la négation des privilèges pour quelle que nation que ce soit. Il s'agit d'un programme transitoire, qui peut être réalisé à l'intérieur régime monarchique, dont l'ambiguïté sera plus tard critiquée par les bolcheviks. Il constituera toutefois un précédent qui inspirerait les sociaux-démocrates russes, les seuls, en dehors des Autrichiens, à inclure dans leur programme un paragraphe spécial sur "l'autodétermination", à l'adresse des nations opprimées par le tsarisme. Et c'est précisément en Russie que la discussion sur le problème de l'autodétermination est le plus aigu et le plus récurrent. Les marxistes russes voient l'empire tsariste comme une "prison des peuples", et le chauvinisme grand-russe comme une source de division, d'exclusion et de méfiance entre les prolétaires russes et ceux des nations opprimées par le Tsar. Ils considèrent comme indispensable afin de promouvoir l'unité de la lutte des classes dans tout l'empire, de combattre en premier lieu le centralisme grand-russe. En 1903, le 2e Congrès de la POSDR a adopté le principe d'"autodétermination" pour les nations opprimées par l'empire tsariste, entendue avant tout comme une **liberté de séparation** avec toutes ses conséquences.

En bref, au-delà des différentes positions présentes dans le débat précédant la Première Guerre mondiale, le problème de soutenir ou non les efforts d'indépendance de telle ou telle nation **reste concret** et se réfère à la stratégie locale ou globale du mouvement ouvrier.

De toute façon, quand surviennent les guerres balkaniques de 1912-13, les marxistes radicaux étaient tous du côté des peuples slaves contre les Turcs et les grandes puissances, la Russie arriérée comprise, qui cherchaient à profiter du démembrement de la Turquie. Les mots d'ordre avancés sont "République fédérative des Balkans" et "Pas d'intervention! Les Balkans aux peuples des Balkans!"⁷

Lenine et le problème de "l'autodétermination" à l'époque de l'impérialisme

Le problème de l'autodétermination a toujours été au centre des intérêts théoriques et politiques de Lénine, jusqu'au jour de sa mort, survenue au moment où il avait l'intention de livrer bataille au sein du parti contre les tendances chauvines "grand-russes" qui se développaient, protégées par le secrétaire Staline. Nombreux sont les écrits qu'il a consacrés à ce sujet, dispersés au fil des ans, qui se ressentent –malgré l'uniformité de l'encadrement sous-jacent– des différents développements

⁶ Le renversement de l'approche classique de Marx et Engels à l'égard des Balkans impliquait pour Luxemburg l'approche concernant la Pologne : dans la mesure où la Russie n'est plus un rempart de la réaction européenne mais un pion dans le jeu organique de la réaction européenne, dans la mesure où, selon Luxemburg, le développement capitaliste a lié entre elles Pologne et Russie, l'importance de l'indépendance polonaise pour la révolution internationale était diminuée et seuls les chauvins pouvaient la soutenir. Combattue par Kautsky et dans son sillage par Lénine, la justesse de cette position sera reconnue par ce dernier en 1905 dans certaines limites (comme nous le verrons dans un instant). Voir également P. Frölich, "Rosa Luxemburg", Rizzoli, 1987, Mi, pp. 876-102. Sur les vues de Luxemburg sur le sujet, voir R. Luxemburg, "Préface" à "La question polonaise et le mouvement socialiste", dans R. Luxemburg, "Ecrits politiques", E. Riuniti, 1967, Rome.

⁷ V.L. Lénine, "Un nouveau chapitre de l'histoire mondiale", OCCC, vol. 18 pp. 354-355

politiques russes et internationaux. Ils deviennent surtout nombreux après le déclenchement du conflit mondial, qui remettait objectivement la question sur le devant de la scène.

Un examen du parcours intellectuel du leader bolchevique sur la question serait très utile, mais trop longue pour les besoins de cet article. Je me limiterai donc à souligner les aspects présentement les plus pertinents, relatifs à l'époque impérialiste, à l'entrée de laquelle laquelle Lénine a assisté, et dans laquelle nous sommes encore plongés.

Une question générale doit être posée en premier : contrairement à ce que nous lisons encore aujourd'hui dans certaines simplifications "ultra-gauches", **il est faux, selon le leader bolchevique, de croire que le problème de l'autodétermination des nations n'intéresse le mouvement ouvrier que dans les pays arriérés** (féodaux ou semi-féodaux, coloniaux ou semi-coloniaux), c'est-à-dire dans les aires où ce n'est pas la Révolution socialiste, mais la Révolution démocratique bourgeoise (et le développement des forces productives capitalistes) qui est à l'ordre du jour.

Selon sa vision, au contraire, le problème concerne les nations opprimées **en général** (y compris les nations capitalistes développées) et **la période impérialiste** du capitalisme en particulier. A plusieurs reprises, Lénine a polémique contre ceux (tels que Luxemburg, Görter, Piatakov, Radek et Ronald-Holst) qui soutenaient la nécessité d'abandonner pour l'Europe impérialiste, le mot d'ordre d'"autodétermination". Cette position est utilisée aujourd'hui –en la déformant– par certaines tendances qui soutiennent l'idée d'une résistance "populaire" ukrainienne contre l'invasion russe (nous en parlerons dans la deuxième partie de ces pages).

Lénine admet, bien sûr, que "*partout dans le monde, des mouvements nationaux ont été et sont les compagnons de route*" de la "*révolution démocratique bourgeoise*"⁸. Mais il retient aussi que "*toutes les exigences essentielles de la démocratie politique ne sont "réalisables" à l'époque impérialiste que de manière incomplète, déformée et à titre de rare exception*"⁹ ; par conséquent, "*une L'erreur [...] serait de supprimer un quelconque point du programme démocratique, par exemple l'autodétermination des nations sous prétexte de son "linéarisabilité" ou de son caractère "illusoire" sous l'impérialisme.*"¹⁰

Le développement de l'impérialisme mondial entrave, freine, non seulement le développement économique, mais également le développement politique d'une grande partie du globe. Ainsi, un développement complet des nations et une complète résolution des problèmes nationaux est un rêve utopique du nationalisme bourgeois (la bourgeoisie elle-même, dès qu'elle a donné naissance à son **propre** État-nation, définit comme utopique les revendications d'indépendance des nations opprimées). C'est précisément pour cette raison que la tâche de libérer les nations opprimées des nations opprimées revient au mouvement de classe du prolétariat. Voici quelques passages de Lénine qui synthétisent sa contribution fondamentale au débat (les caractères gras sont de moi):

"Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer la démocratie complète et donc, il doit non seulement mettre en œuvre **seulement l'égalité absolue des droits des nations, mais aussi reconnaître le droit à l'autodétermination des nations opprimées, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique**. [...] le socialisme ne peut être victorieux sans réaliser une pleine démocratie (. . .) Tout comme l'humanité ne peut réaliser l'abolition des classes qu'à travers une période transitoire de dictature par la classe opprimée, de même elle ne peut arriver à l'inévitable fusion des nations que par une période transitoire de libération complète de toutes les nations opprimées"¹¹

"Tout indique que l'impérialisme léguera au socialisme qui le remplacera des frontières **moins** démocratiques, de nombreuses annexions en Europe et dans d'autres parties du monde. Et alors? Le socialisme victorieux, en rétablissant et en appliquant jusqu'au bout la pleine démocratie à tous, renoncer a-t-il à déterminer **démocratiquement** les frontières de l'État ? (...) En réalité, ces frontières seront déterminées démocratiquement, c'est-à-dire conformément de la volonté et des "sympathies" de la population. [...] Dans un régime capitaliste, **on**

⁸ V.L; Lénine

⁹ V.L. Lénine "La Révolution socialiste et le droit à l'autodétermination", OCCC, vol. 22

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

ne peut pas supprimer l'oppression nationale (et politique en général). Pour ce faire, **il est nécessaire** d'abolir les classes, c'est-à-dire d'instaurer le socialisme. Mais, si le socialisme est fondé sur l'économie, il ne se réduit nullement à ce seul facteur. Pour supprimer l'oppression nationale, vous devez en avoir les fondements : la production socialiste, mais sur ce fondement, vous devez également construire une organisation démocratique de l'État, une armée démocratique, etc. [...] **la délimitation des frontières de l'Etat conformément aux "sympathies" des populations, y compris la liberté de séparation.** Sur cette base, à son tour, se développera **pratiquement** l'élimination absolue de la moindre tension nationale [...], s'ouvrira un rapprochement et la fusion rapides des nations, qui sera couronnée par l'extinction de l'État"¹² .

Si, par conséquent, le capitalisme (en particulier le capitalisme impérialiste) ne peut être séparée de l'oppression des nations, il en découle **l'obligation pour les prolétaires de la nation dominante de lutter en faveur de la nation opprimée, mais il n'en découle pas du tout de manière syllogistique que les prolétaires de cette dernière doivent toujours et dans tous les cas se mobiliser pour l'affirmation de leur propre nation.** Au contraire, au fur et à mesure que le développement capitaliste progresse, qu'il s'affirme en dépit de l'absence de systématisation nationale de certaines aires, (et précisément, il s'affirme concrètement à travers la domination de certaines nations et l'étouffement ou la assimilation des autres), le prolétariat **n'a plus besoin d'assumer le fardeau du développement capitaliste et peut donc laisser sa nationalité opprimée à son propre sort, visant à la révolution prolétarienne internationale, à l'affirmation du socialisme, tendant à l'unité avec celle de la nation qu'elle opprime, ce dont sa bourgeoisie voudrait la détourner à travers l'éternelle querelle des nationalistes et des chauvins. D'où la diversité des tactiques dans les pays dominants et les dans ceux qui sont dominés.**

"L'éducation internationaliste des travailleurs des pays **dominants** (grass. Ns; ndr) doit nécessairement avoir...comme centre de gravité la propagande et la défense de la liberté[en gras. Ns; ndlr] **de séparation des pays opprimés.** Sinon, il **n'y a pas** d'internationalisme. **[Il s'agit d'une revendication inconditionnelle,** même si, jusqu'à l'avènement du socialisme, la séparation n'est "réalisable que dans **un** cas sur mille". **Nous avons le devoir d'éduquer les travailleurs à "l'indifférence" à l'égard des questions nationales. Mais pas une indifférence annexionniste [...]** Au contraire, **la social-démocrate d'une petite nation doit placer le centre de gravité de l'agitation sur "l'union volontaire" des nations.** [...] Mais en tout état de cause, il doit lutter **contre** l'étroitesse des petites nations, leur isolement, leur particularisme, **se battre pour que l'ensemble, la totalité du mouvement soit pris en compte, pour que l'intérêt particulier soit subordonné à l'intérêt général.** Ceux qui ne se sont pas penchés sur la question trouvent "contradictoire" que les sociaux-démocrates des nations oppressives insistent sur la "liberté de **séparation**" et que les socio démocrates des pays opprimés insistent sur la "**liberté d'union**". Mais si l'on réfléchit un petit peu, on voit qu'il ne peut y avoir une **autre** voie pour arriver à à l'internationalisme et à la fusion des nations, un autre moyen d'y parvenir à partir à cette fin à partir de la situation actuelle"¹³ .

À l'époque où les révolutions **bourgeoises** étaient au premier plan, les petites nations devaient **subordonner** leur indépendance **à la nécessité de renverser le tsarisme et de créer de grands États bourgeois** capables d'éliminer au plus vite tout résidu féodal. A partir de la révolution russe de 1917, la révolution **prolétarienne** est à l'ordre du jour de l'Europe. Dialectiquement, précisément parce que désormais l'industrialisation, le marché universel des marchandises, le capital ont historiquement gagné et, non seulement ont mis en déroute les vestiges du passé, mais ont jeté les bases de leur propre dépassement par des rapports de production sociaux, c'est précisément à cause de cela que la future révolution n'aura plus besoin de "subordonner" les petites nations.

C'est précisément parce que, comme le dit le Manifeste, il y a aujourd'hui trop de développement, trop de commerce, que :

–d'une part, le prolétariat des nations opprimées n'a plus intérêt à s'allier avec les classes bourgeoises et petites bourgeois pour le développement d'un marché national indépendant, et perd par conséquent son intérêt pour les insurrections nationales,

¹² V.L. LENINE "Les résultats de la discussion sur l'autodétermination" op. cit.

¹³ V.L.Lénine "Les résultats . . . " . . . "

-d'autre part, précisément parce que les conditions sociales en Europe sont mûres, voire super mûres, pour le socialisme, la révolution prolétarienne de demain pourra se permettre le luxe - et ce faisant, ils s'assureront de la seule façon possible de surmonter les tensions nationales et de faire marcher ensemble les prolétaires de différentes langues et de différents territoires - **de donner même à la plus petite nationalité, ethnique ou dialecte européens un statut absolument identique** à celui de la nation allemande ou de la langue anglaise. Elle pourra donc s'offrir le luxe - et c'est là le premier **devoir** des nations qui oppriment les autres - d'"accorder" **l'égalité dans tous les domaines** aux minorités nationales et - y compris la minable "indépendance" - aux petites nations. En même temps, conscients que la victoire de la classe ouvrière est l'unique voie pour mettre fin à l'oppression nationale, le devoir des prolétaires des petites nations, des minorités et des nations opprimées, sera au contraire celui de **lutter pour l'union la plus étroite** avec le prolétariat des nations dominantes.

En peu de mots, la stratégie prolétarienne devient la suivante : subordonner toutes les nations «grandes» et «petites» aux exigences de l'internationalisme prolétarien.

L'autodétermination dans la guerre impérialiste

Un exemple clair de la nécessité de subordonner autant nations oppressives que les nations opprimées à cette stratégie commune est donné lors de l'éclatement, en 1914, de la première guerre impérialiste. Jusque là, le socialisme révolutionnaire avait soutenu la Serbie contre les revendications autrichiennes. Mais du moment où le conflit devient général, un changement de stratégie s'impose.

«L'élément national, dans la guerre actuel – explique Lénine-, est représenté **seulement** par la guerre de la Serbie contre l'Autriche (. . .) C'est seulement en Serbie que nous avons déjà depuis quelques années un mouvement de libération nationale auquel participe une « masse populaire » de quelques millions et dont la « continuation » est la guerre de la Serbie contre l'Autriche. **Si cette guerre était isolée**, c'est à dire non reliée à la guerre européenne et aux buts de rapine avides de l'Angleterre, de la Russie etc., tous les socialistes **auraient eu** l'obligation de souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe »

Mais en 1914 « *l'élément national dans la guerre austro-serbe n'a aucune signification sérieuse, en regard des rivalités impérialistes fondamentales qui décident de tout* ». Les socialistes serbes refusent donc de voter les crédits de guerre. **Dans ces conditions aucun appui** – dit Lénine- **ne peut être donné à sa bourgeoisie nationale**. Cela ne peut être dans une guerre en Europe, dans une guerre impérialiste, avec les sacrifices immenses qu'elle cause aux masses populaires et prolétariennes, avec les difficultés qu'elle crée inévitablement au mouvement ouvrier, pour satisfaire les aspirations de sa propre nation, même opprimée.

"Être pour la guerre dans toute l'Europe dans le seul but de rétablir la Pologne, expliquait Lénine en 1916, c'est être un nationaliste de la pire espèce, c'est placer les intérêts d'un petit nombre de Polonais au-dessus des intérêts de centaines de millions d'hommes qui souffrent de la guerre. [...] Lancer aujourd'hui le mot d'ordre d'indépendance de la Pologne, dans les conditions des relations actuelles entre les puissances impérialistes voisines, c'est vraiment courir après une utopie, tomber dans un nationalisme étroit, oublier la prémisse nécessaire, celle de la révolution générale en Europe, ou, du moins, en Russie et en Allemagne. [...] Mais pour les ouvriers russes et allemands, il n'est pas indifférent de participer ou non à l'annexion de la Pologne [...]. La situation est sans doute très embrouillée, mais il existe une issue qui permettrait à tous les participants de rester internationalistes : les sociaux-démocrates russes et allemands en exigeant la "liberté de séparation" inconditionnelle de la Pologne ; les sociaux-démocrates polonais en luttant pour l'unité de la lutte prolétarienne dans les petits et les grands pays sans lancer pour le moment, ou pour la période actuelle, le mot d'ordre d'indépendance de la Pologne"¹⁴.

Les exemples de la Serbie et de la Pologne ne sont pas exceptionnels, ils sont au contraire généralisables, et le sont d'autant plus que l'affirmation de telle ou telle nation devient plus ou moins,

¹⁴ V. I. Lénine «Les résultats de la discussion sur l'autodétermination »

dans une zone de capitalisme avancé, **indifférente** au prolétariat, qui ne place pas, comme la bourgeoisie, les revendications nationales au premier plan, mais les "*subordonne aux intérêts de la lutte des classes*"¹⁵. Le prolétariat n'est cependant pas indifférente à la division entre ses divers détachements nationaux que favorise la persistance de l'oppression nationale.

De ce qui a été dit jusqu'à présent, nous pouvons déjà tirer une première conclusion importante concernant la guerre actuelle: le prolétariat **russe** ne peut absolument pas ignorer aujourd'hui, en prenant une position claire contre la guerre, la nécessité de **soutenir l'autodétermination totale et inconditionnelle de l'Ukraine**, et à son tour, le prolétariat ukrainien, s'il ne veut pas suivre la politique oppressive de son propre gouvernement contre le Donbass, la Crimée et la Transnistrie, de **soutenir de la même manière le droit à l'autodétermination de ces derniers**.

Il nous reste maintenant à examiner si et dans quelle mesure le prolétariat ukrainien doit devenir le promoteur de l'action de l'Union européenne. une guerre nationale et populaire contre l'invasion russe ou si, au contraire, sa livraison doit être le défaitisme sur le front extérieur en vue de la lutte des classes sur le front intérieur.

II

Critères pour la présente crise

A la lumière de ce qui précède, quels critères pouvons-nous adopter pour guider notre attitude face à la guerre actuelle? Est-il possible en Ukraine de concilier l'exigence de la lutte pour la révolution socialiste et prolétarienne avec celle de la défense nationale, fût-ce sous la forme d'une "guerre populaire"? Pour répondre à ces questions, nous devons d'abord nous demander si les guerres nationales sont encore possibles en Europe aujourd'hui, et dans quelles conditions les marxistes pourraient être de leur côté.

Pour éviter le plus possible de longues citations, il suffit de rappeler que Lénine à l'éclatement de la guerre impérialiste de 1914, distingue de ce point de vue le monde en trois groupes de pays: l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon, c'est-à-dire les pays capitalistes avancés, où les questions nationales sont essentiellement résolues; l'Europe orientale et les Balkans, où elles persistent mais ne peuvent être véritablement résolues que par la "démocratie prolétarienne", c'est-à-dire par une révolution dirigée par le prolétariat; le reste du monde et les colonies, où le problème national est entièrement d'actualité.

Aujourd'hui encore, dans une grande partie du monde non occidental, les questions nationales sont toujours à l'ordre du jour. Mais ce n'est pas notre thème. Aujourd'hui, la guerre est revenue sur le "Vieux Continent". Parlons donc de l'Europe. Le capitalisme est désormais dominant dans tous les pores de la société européenne, et le plus arriéré des pays européens est cent fois plus développé, d'un point de vue bourgeois, que de nombreux pays d'Afrique ou d'Asie. Cela suffit-il à faire disparaître la question nationale ? Non, mais il lie son destin à la révolution prolétarienne:

«L'époque de l'impérialisme ne détruit ni l'aspiration des nations à l'indépendance politique ni la "réalisabilité" de cette aspiration dans le cadre des relations impérialistes mondiales. Cependant, en dehors de ce cadre [...] toute transformation démocratique substantielle est "irréalisable" sans une série de révolutions et ne peut être maintenue sans le socialisme.»¹⁶

¹⁵ V.I.Lénine «Sur le droit des nations à l'autodétermination» OCC Vol 22

¹⁶ V. I. Lenin, "A propos d'une caricature du marxisme et de l'économisme impérialiste » OOCC, vol. 23,

Pour en revenir à l'Europe, si, comme nous l'avons déjà dit, Lénine rejetait l'opinion de Luxembourg et des "économistes impérialistes" selon laquelle les guerres nationales y étaient désormais impossibles, elles **ne pouvaient se produire que dans des circonstances très particulières**. Concrètement, le **seul** cas qui s'est produit à l'époque est l'insurrection irlandaise de "Pâques" de 1916, à laquelle certains gauchistes se réfèrent aujourd'hui pour soutenir une "résistance populaire" ukrainienne à l'invasion, plus rêvée que réelle à l'invasion russe. Je ne citerai pas les sacro-saintes paroles de Lénine selon lesquelles une telle insurrection, même avec tous ses préjugés petits-bourgeois, devait –contre l'avis des "économistes impérialistes" polonais, russes, hollandais et allemands– être accueillie favorablement. Mais il faut dire ici que jamais une comparaison historique n'a été aussi inappropriée, et démonstration d'ignorance: la révolte était le résultat de siècles d'oppression et d'occupation du territoire, son contexte social était fortement caractérisé dans un sens un sens prolétarien (mais pas exclusivement), et la direction du mouvement s'est même (bien que de manière confuse et incohérente) inspirée du marxisme (le chef de l'Irish Citizen Army, James Connolly, avait été un socialiste militant, avait été membre de l'IWW pendant son émigration en Amérique, et se disait marxiste¹⁷. Mais surtout, au-delà des positions ambiguës à l'égard de l'Allemagne, objectivement, la rébellion, vis-à-vis de l'Angleterre alors engagée dans le conflit mondial, est défaitiste. Et c'était le prélude à la guerre de libération irlandaise de 1919-1921, dont les séquelles ont duré jusqu'en 1923.

Pour en revenir à l'Europe dans son ensemble, selon Lénine, les "guerres nationales" y étaient déjà extrêmement "improbables". Voici un de ses passages éclairants:

"Si le prolétariat européen se révélait impuissant pendant vingt ans encore, si la guerre actuelle se terminait par des victoires de type napoléonien et par la soumission de toute une série d'États-nations capables d'une vie indépendante ; si l'impérialisme non européen (américain et japonais principalement) devait durer vingt ans sans que le socialisme soit réalisé, par exemple à cause d'une guerre nippo-américaine, alors **une grande guerre nationale serait possible en Europe**. Cela impliquerait un recul **de plusieurs décennies pour l'Europe**. C'est improbable. Mais ce n'est pas impossible"¹⁸.

Aussi improbable que cela puisse être, c'est précisément quelque chose comme ça qui s'est produit. La défaite de la révolution prolétarienne après la Première Guerre mondiale, comprise au sens international, a empêché que les questions nationales en Europe de l'Est et dans les Balkans soient résolues démocratiquement, conformément aux souhaits du peuple et aux intérêts du prolétariat. Le partage des sphères d'influence entre les deux blocs après la Seconde Guerre mondiale les a d'abord gelées, puis a provoqué leur ré-explosion avec l'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS elle-même. Les révolutionnaires ne pouvaient donc pas –tout en étant conscients qu'il s'agissait de mouvements historiquement condamnés– ne pas sympathiser avec les révoltes de Berlin-Est en 1953 et de la Hongrie en 1956¹⁹, la première commençant comme une lutte prolétarienne et prenant ensuite un contenu national anti-russe, la seconde commençant comme un

¹⁷ Cfr. Fearghal McGarry, "The Easter Rising" <https://www.qub.ac.uk/sites/irishhistorylive/IrishHistoryResources/Articlesandlecturesbyourteachingstaff/TheEasterRising/> Austen Morgan, "James Connolly - A Political Biography" Manchester, Manchester University Press, 1988; Lyam A. Ryannov, "James Connolly—The Irish Lenin", 30, 2021 <https://soapboxie.com/world-politics/James-Connolly-The-Irish-Lenin> ;Liam O Ruairc, "James Connolly, Germany and the First World War: Was Connolly a proto-Lenin?" <https://theirishrevolution.wordpress.com/2015/12/03/james-connolly-germany-and-the-first-world-war-was-connolly-a-proto-> Hugh Stevens "Connollyism and Leninism", Class Struggle, April 1981; "Connolly e l'Insurrezione di Pasqua", [https://www.rivoluzione.red/1916-2016-linsurrezione-di-pasqua-a-dublino/#:~:text=Connolly%20e%20l'E2%80%99Insurrezione%20di%20Pasqua%20il%2017%20aprile,gli%20irlandesi%20e%20per%20creare%20una%20Repubblica%20d'E2%80%99Irlanda.](https://www.rivoluzione.red/1916-2016-linsurrezione-di-pasqua-a-dublino/#:~:text=Connolly%20e%20l'E2%80%99Insurrezione%20di%20Pasqua%20il%2017%20aprile,gli%20irlandesi%20e%20per%20creare%20una%20Repubblica%20d'E2%80%99Irlanda.;) ;

¹⁸ V. I. Lenin, "A propos de l'opuscule de Junius", OCCC vol. 22,

¹⁹ Sur ces épisodes, sur lesquels la gauche révolutionnaire n'a pas encore porté un jugement historique fondé, les deux articles di Amadeo Bordiga "La Comune di Berlino, dura e lunga la strada, meta grande e lontana", e "Con la trescha immonda fra comunismo e democrazia tutto hanno sfasciato i cani rinnegati", sur 'il programma comunista' nn. 14 del 1953 e 22 del 1956.

soulèvement anti-russe mais ouvrant la porte à l'éclatement du mouvement des conseils ouvriers. Mais dans les deux cas, ces mouvements, bien qu'interclassistes, ne faisaient pas partie de l'armée régulière et combattaient en même temps leur propre gouvernement. Ils étaient en même temps indépendants –bien que contaminés idéologiquement– de l'Occident, qui n'en avait pas voulu et était bien content de les voir écrasés sans lever le petit doigt.

La prémisse d'une guerre "nationale" au sens marxiste, d'une guerre "juste", qui justifie la participation du prolétariat, a donc **toujours** un contenu **objectivement révolutionnaire**, un contenu de classe à l'intérieur du pays qui lutte contre l'oppression nationale. Alors comment comprendre si une guerre est nationale ou non ?

"Il faut étudier la politique qui a précédé la guerre, la politique qui a mené et conduit à la guerre. Si la politique a été impérialiste, c'est-à-dire qu'elle a défendu les intérêts du capital financier, pillé et opprimé les colonies et les autres pays, la guerre qui résulte d'une telle politique est impérialiste. Si la politique a été une politique de libération nationale, c'est-à-dire qu'elle a exprimé le **mouvement des masses** contre l'oppression étrangère, la guerre qui en résulte est une guerre de libération nationale."²⁰

"Comment distinguer une guerre véritablement nationale d'une guerre impérialiste, déguisée avec des slogans faussement nationaux [...] il faut examiner si leur "fondement" est une **"longue succession de mouvements de masse nationaux"** pour le "renversement du joug national".

La prémisse de la "guerre nationale", dans la plupart des cas, est **l'insurrection** sur le front intérieur. Mais même lorsque cette prémisse n'est qu'implicite –comme dans le cas des "révolutions d'en haut"– le contenu révolutionnaire est un élément indispensable. Étant donné les conditions actuelles de développement élevé du capitalisme en Europe, il ne fait aucun doute que le contenu de classe fondamental de tout soulèvement révolutionnaire ne peut être qu'anti-bourgeois et prolétarien. **Toute guerre nationale sans cette prémisse fondamentale, sans le prolétariat au pouvoir ou au moins une situation de dualisme du pouvoir, n'est pas la nôtre.**

«A la guerre bourgeoise impérialiste [...] on ne peut opposer [...] que la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour le pouvoir [...] et ensuite –**seulement dans certaines circonstances particulières– une éventuelle guerre de défense de l'État socialiste contre les États bourgeois.**"²¹

La révolution en temps de guerre est une guerre civile ; la transformation de la guerre des gouvernements en guerre civile est facilitée d'une part par les revers militaires (par la "défaite") de ces gouvernements ; d'autre part, il est pratiquement impossible de s'efforcer réellement de réaliser cette transformation sans concourir, en même temps, à la défaite "²².

Sur le problème de la milice : nous ne sommes pas favorables à la milice bourgeoise, seulement à la milice prolétarienne. Par conséquent, "ni un sou ni un homme", non seulement pour l'armée permanente, mais même pas pour la milice bourgeoise "²³

C'est le contenu de classe qui décide si une guerre en Europe aujourd'hui est impérialiste ou non, et certainement pas le fait que plusieurs ou quelques pays capitalistes y soient alignés. Et par guerre impérialiste, nous n'entendons pas banalement une guerre de brigandage, de conquête. Ce serait une conception vulgaire et non scientifique. Nous voulons dire une guerre qui représente, des deux côtés, les intérêts du capital financier et, indépendamment du nombre de pays qui y participent, des grands groupes monopolistiques du capital mondial.

Peut-on retrouver ces éléments dans le nationalisme ukrainien d'aujourd'hui et d'hier ?

²⁰ V. I. Lenine, "A propos d'une caricature du marxisme et de l'économisme impérialiste", OCCC, vol. 23,

²¹ V. I. Lenine, "A propos de la brochure de Junius", OCCC vol. 22,

²² V. I. Lénine, « La défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste » OCCC vol. 21

²³ V. I. Lénine, « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » OCCC, vol. 23

III

Origine du nationalisme ukrainien

Si l'on se limitait, dogmatiquement, à interroger les textes de Marx et d'Engels, le jugement sur le nationalisme ukrainien (ou "ruthène", comme ils l'appellent) ne pourrait être plus méprisant: "peuples sans histoire" à la Hegel. Un jugement peut-être (comme le croit Rosdlosvsky, déjà cité) peu généreux, étant donné qu'un mouvement paysan anti-polonais et anti-russe (ce qui, au XIXe siècle, signifiait anti-aristocratique), en tant que proto-national, s'est manifesté. Mais sans une classe urbaine, elle ne pouvait certainement pas s'affirmer (et ces classes étaient –dans les territoires "ruthènes" divisés entre la Pologne, la Russie et l'Empire des Habsbourg– polonaises, russes ou allemandes)²⁴.

Sur un territoire qui est un kaléidoscope d'ethnies (Ukrainiens, Polonais, Biélorusses, Russes, Tchèques, Magyars, Roumains, Juifs, Moldaves, Tatars, Bulgares, Allemands, Roms), au XIXe siècle, l'idée nationale ukrainienne était le patrimoine de cercles intellectuels, nés principalement en Galicie austro-hongroise, sans lien avec la masse du peuple, surtout dans les campagnes, et dont les véritables porte-parole se trouvaient dans le clergé orthodoxe, tourné vers Moscou. Comme l'observe Carr, le nationalisme populaire (paysan) ukrainien était principalement dirigé contre les Polonais et les Juifs²⁵. Et une division, non seulement politique, mais aussi culturelle et linguistique, existait entre l'Ukraine occidentale, soumise aux Habsbourg²⁶, et l'Ukraine orientale, où une immigration substantielle de polonais russes se produisait, concentrée dans les villes, attirée par le développement industriel et capitaliste qui conquiert aussi l'empire tsariste arriéré. **Une division culturelle qui persiste encore aujourd'hui.**

En disant que l'Ukraine indépendante était une invention de Lénine, Poutine a exprimé une demi-vérité. En réalité, il s'agit plus encore d'une conséquence de l'oppression nationale tsariste sur les "petits Russes", car rien n'attise plus le ressentiment national que l'assimilation forcée. Pourtant, lors de la révolution de 1905, les Ukrainiens ont simplement **demandé l'autonomie et la liberté d'utiliser leur propre langue**. Et il en sera de même entre la chute du tsar en février 1917 et la révolution bolchevique. Pendant la "Grande Guerre", les nationalistes ukrainiens ont cherché à obtenir le soutien des puissances occidentales, se discréditant ainsi pour être "si prêts à se vendre à l'étranger"²⁷. La première "Rada" centrale ukrainienne de 1914 a déclaré sa loyauté envers l'Autriche-Hongrie, et une seconde Rada a organisé la conscription de volontaires sous la bannière des Habsbourg.

Le nationalisme ukrainien 1917-1921

Après la révolution de février 1917, toute l'Ukraine était en ébullition. Les anciennes organisations politiques ukrainiennes renaissent, mais aussi, à Karkov et à Kiev, les premiers soviets.

²⁴ Les histoires générales de l'Ukraine à disposition du lecteur italien sont rares et par beaucoup d'aspects insatisfaisantes. Signalons G. Cella « STORIA E GEOPOLITICA DELLA CRISI UCRAINA DALLA RUSIA DI KIEV A OGGI 3 Carrocci, 2021

²⁵ . H. Carr, "La rivoluzione bolscevica 1917-1923", Torino, Einaudi, 1964, p. 282.

²⁶ "... La domination autrichienne en Galicie a été fondamentale et a eu des effets disruptifs qui persistent encore aujourd'hui [...] elle a permis la survie de la langue ukrainienne [...] pendant les longues et sombres années [...] où la simple utilisation de l'ukrainien était interdite dans l'Empire russe [...].] pour éviter que l'ukrainisme ne connaisse le même sort, objectivement triste, que le nationalisme biélorusse [...] a rendu impossible l'étouffement dans l'œuf du mouvement national ukrainien naissant dans l'Empire russe" (S. Vassallo, "Une brève histoire de l'Ukraine de 1914 à l'invasion de Poutine", Udine, Mimesis, 2022, pp. 19-21).

²⁷ E.H. Carr, op.cit. p.284

À Kiev également, la "Rada centrale" ukrainienne a été formée à cette époque, dirigée par des éléments "bourgeois" et des sociaux-démocrates d'orientation nationaliste.

Dès le début, il y avait donc, à Kiev comme à Petrograd, deux centres de pouvoir. À l'initiative de la Rada centrale, un Comité militaire général est créé, dirigé par Symon Petljura, avec environ 60 000 hommes. En décembre, la Rada centrale reconnaît la République cosaque du Don, proclamée quelques jours plus tôt.

Du 21 au 28 septembre, le Congrès des peuples de Russie se tient à Kiev et appelle à la création d'une République russe fédérale. Le 2 novembre, le Congrès militaire pan ukrainien publie une résolution appelant à la proclamation d'une "République démocratique ukrainienne". En décembre, s'ouvre à Kiev le Congrès des Soviets, dans lequel les bolcheviks sont en nette minorité. Le 25/12/1917, le premier gouvernement bolchevique d'Ukraine est formé à Karkov. Pendant ce temps, la Rada, tout en tolérant la présence des armées contre-révolutionnaires de Kornilov et Kaledin, désarme les unités soviétiques sur son territoire et empêche leur transit pour des opérations contre les "blancs".

Ainsi, malgré la fameuse "Déclaration sur les droits des peuples de Russie", sanctionnée par l'un des premiers décrets du gouvernement soviétique russe dirigé par les bolcheviks, janvier 1918 on assiste à la première campagne soviétique contre la Rada, **qui décide finalement de proclamer une indépendance totale viv à vis de la Russie**, en demandant de l'aide, d'abord à la France, puis à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Mais, comme Vinničenko l'a admis, "la grande majorité de la population se retournait contre" le gouvernement nationaliste²⁸. Les bolcheviks ont pris Kiev au début de février. Leur base sociale était cependant instable, car constituée en majorité de Russes (Ukrainiens-Russes), d'origine urbaine, détachés des campagnes ukrainophones.

Après l'impasse des pourparlers de Brest-Litovsk, alors qu'une lutte acharnée se déroulait au sein du parti bolchevique entre les partisans de la paix à tout prix, menés par Lénine, et les partisans "de gauche" de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, avec la médiation de Trotsky, les Allemands reprirent les hostilités en avançant vers la Russie. Le 2/3/1918, ils sont donc entrés dans Kiev, mettant fin à la première période bolchévique de l'Ukraine. La Rada centrale s'est remise en selle. Mais les sourires des nationalistes ont été de courte durée. **Leur gouvernement impuissant est bientôt déposé par les troupes du kaiser**. Un congrès manœuvré par les puissances centrales attribue au général Pavlo Skoropads'kyj le titre glorieux et archaïque d'Ataman, en souvenir des traditions cosaques (n'oublions pas que les Cosaques étaient la milice contre-révolutionnaire préférée des tsars). L'Atmanat (nom populaire du gouvernement fantoche de Skoropads'kyj), officiellement appelé "État ukrainien", a adopté une politique d'ukrainisation dans les domaines culturel et ecclésiastique, très revalorisée aujourd'hui.

C'est pour le gouvernement révolutionnaire russe un moment d'extrême faiblesse et de danger. De retour à la table des négociations à Brest-Litovsk, elle est contrainte à une reddition inconditionnelle, s'engageant à retirer ses forces du territoire de l'Ukraine. Mais, comme Lénine l'avait prédit en incitant le parti à signer la paix à tout prix, l'Allemagne devient la proie de la révolution et quitte la guerre. L'Ataman Skoropads'kyj, qui avait jusqu'alors vendu le pays aux Allemands, abandonne l'idée d'un État ukrainien indépendant et proclame la fédération avec une future Russie non bolchevique. Cela a incité les nationalistes à former un contre-gouvernement, connu sous le nom de Directoire de la République populaire ukrainienne, composé de cinq hommes : Vynnyčenko, Petljura, Švec', Andrijevs'kyj et Makarenko).

Entre-temps, en novembre 1918, les Ukrainiens de l'ancien empire austro-hongrois avaient proclamé la "République populaire d'Ukraine occidentale" à Lviv, provoquant des troubles avec les populations polonaises qui y vivaient. Le 22 janvier suivant, l'**union** entre la nouvelle république et la Rada du Directoire est solennellement proclamée, mais dans la pratique, elle laisse à désirer. La méfiance entre les deux Ukraines était alimentée par le fait que si à Lviv les Polonais étaient

²⁸ Ibid ; p:290

principalement haïs, à Kiev l'ennemi était essentiellement les "grands Russes". Cette contradiction était le signe avant-coureur de graves frictions, comme nous le verrons plus loin. Pour l'instant, ces contrastes sont restés à l'arrière-plan en raison du déclenchement de la guerre avec la Pologne, réunie sur les décombres des empires centraux et tsaristes. Un conflit soutenu principalement par les troupes de la République populaire d'Ukraine occidentale, qui s'est terminé en juin 1919 par une victoire polonaise (nous y reviendrons dans un instant).

Pour en revenir aux relations entre la Russie et l'Ukraine, dès février 1919, les bolcheviks, après avoir créé la "République socialiste soviétique d'Ukraine", dont la capitale est à Kharkov, reprennent Kiev, précédés de décrets de confiscation des terres en faveur des paysans et des usines en faveur des ouvriers, et ainsi accueillis, selon les propres termes de Vinničenko, avec une grande faveur par la population²⁹, qui avait goûté à la fois aux tendances réactionnaires de Skoropads'kyj et de Denikin et à la timidité réformiste du Directoire. Un traité est conclu entre la nouvelle République ukrainienne et le gouvernement russe qui, suivant les principes d'autodétermination du gouvernement bolchevique, reconnaît l'ensemble du territoire revendiqué par la Rada centrale à l'Ukraine soviétique. À ce moment-là, le Directoire cherche le soutien de l'"Entente", et en particulier des Français.

Le gouvernement bolchevique de Kiev a duré de février 1919 à la fin du mois d'août 1919 et s'est terminé pour l'arrivée simultanée, mais non convergente, des troupes de Dénikine par l'est et de celles du Directoire par l'ouest. Mais aucune indépendance ukrainienne n'en a découlé. Loin de là : **les troupes "blanches" ont malmené les Ukrainiens du Directoire.** Une fois de plus, la fragilité du nationalisme ukrainien est apparue au grand jour.

Et en effet, avec la défaite de Dénikine, les bolcheviks réoccupent l'ensemble de l'Ukraine, également grâce au soutien des bandes de Makhno³⁰. Avec Denikin, le régime cosaque sur le Don s'est également effondré. A ce moment, Vynnyčenko ayant démissionné, Petljura, qui avait beaucoup moins de scrupules de principe, **chercha un accord avec la Pologne, en sacrifiant les territoires de Galicie.** Le rêve d'une Ukraine unie a donc pris fin de manière misérable.

Le 6/5/1920, Kiev est tombée aux mains des Ukrainiens et des Polonais. Le 11/6/1920, elle a finalement été reprise par les Soviétiques. À son tour, l'offensive apparemment irréprouvable des Soviétiques se brise devant Varsovie à la mi-août 1920.

En résumé, résume Carr, le nationalisme bourgeois ukrainien a péri après " avoir donné de nombreuses preuves de son inefficacité absolue: dépourvu de tout soutien parmi les ouvriers, il n'avait pas réussi à gagner même les paysans, et ce –comme l'a admis franchement et à plusieurs reprises Vinničenko, le plus honnête de ses dirigeants– parce qu'il n'avait pas voulu soutenir la cause de la révolution sociale ni celle, plus modeste, d'une réforme significative. Cette faiblesse inhérente l'a alors conduit, nécessairement, à une dépendance constante à l'égard des intérêts étrangers"³¹.

Au début de 1921, le pouvoir soviétique apparaît consolidé; le gouvernement soviétique ukrainien, dans ces toutes premières années, se positionne comme un gouvernement "indépendant", bien qu'il soit étroitement lié à l'Union des républiques socialistes soviétiques par le traité du

²⁹ Ibid . P;293

³⁰ Dans le sud de l'Ukraine, un grand rôle a été joué, surtout en 1919 mais encore en 1920, par les bandes anarchistes de Nestor Makhno, souvent pro-bolcheviques et parfois anti-bolcheviques, ainsi que par d'autres bandes de paysans. Dans la région de Čerkasy, certaines bandes ont même créé une " république paysanne " qui a perduré quelque peu jusqu'en 1921. Les bandes de Hryhor'jev et plus encore celles de Terpylo et d'autres chefs locaux ont commis de nombreux pogroms contre les Juifs, dont même certaines bandes makhnovistes ne sont pas sorties indemnes, selon toute vraisemblance contre les propres ordres de Makhno. Les pogroms contre les Juifs sont l'un des pires héritages des opérations militaires en Ukraine. Les Polonais et les armées de Petljura se sont rendus coupables d'horribles persécutions anti-juives. Voir R. Pipes, *Il regime bolscevico*, Milan, Mondadori, 1994 ; S. Vassallo, op. Cit.

³¹ E. H. Carr, op. cit., pp. 296-297.

28/12/1920. L'Ukraine soviétique a même maintenu quelques missions diplomatiques distinctes à l'étranger. Cela a pris fin avec l'adoption de la première Constitution de l'Union soviétique, qui est entrée en vigueur le 31/1/1924, dix jours après la mort de Lénine, qui avait lutté jusqu'au bout – contre l'indifférence du parti – pour que les principes d'autodétermination ne soient pas abandonnés dans les relations avec les républiques soviétiques.

Il y avait sans doute les conditions les plus favorables –linguistiques, culturelles, économiques– à une assimilation démocratique et spontanée entre l'Ukraine et la Russie. Mais le régime stalinien a surpassé le régime tsariste en infligeant d'énormes souffrances à la paysannerie ukrainienne, et en humiliant la spécificité culturelle ukrainienne. Et une fois encore, l'assimilation forcée et brutale n'a fait qu'attiser les haines et les rancœurs nationalistes.

Le nationalisme ukrainien pendant la II guerre mondiale

En 1939, le pacte germano-soviétique et l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge permettent l'annexion de la majeure partie de la Galicie à l'URSS; les dirigeants ukrainiens se réfugient à Cracovie, où les Allemands leur permettent de s'organiser. En novembre 1939, l'Union nationale ukrainienne (UNO) est créée, divisée en deux sections, celle du colonel Melnyk et celle du militant nationaliste d'extrême droite Stephan Bandera.

Lorsque les Allemands envahissent la Russie en 1941, Bandera proclame à Lviv la création d'un "gouvernement d'État ukrainien", tandis que Melnyk, pour sa part, crée un Conseil national ukrainien à Kiev le 5 octobre. Après les horreurs staliniennes, les Allemands sont d'abord bien accueillis. Plusieurs milliers d'Ukrainiens s'engagent dans la Wehrmacht. Un corps de cosaques opère dans les Balkans. La 14e division SS "Galice", composée en grande partie d'uniates, a combattu féroce l'Armée rouge à Brody, non sans participer à quelques pogroms. Ces unités se sont souvent comportées avec encore plus de cruauté que les Allemands à l'encontre des Polonais et des Juifs, collaborant avec les SS.

Mais cette fois encore, la joie des nationalistes est de courte durée : les Allemands traitent la population comme des travailleurs serviles au service du Reich. Stephan Bandera est arrêté jusqu'en 1944, tandis que les bandéristes et les melnykistes sont divisés sur le terrain par des luttes intestines. Il est ensuite libéré avec pour mission d'organiser la résistance à l'avancée russe. Mais l'effondrement de l'Allemagne et l'avancée de l'armée russe anéantiront une fois de plus l'indépendance ukrainienne.

Cela peut sembler incroyable, mais - faute de mieux - Bandera s'est élevé au rang de héros national dans l'Ukraine d'aujourd'hui, sans vergogne de la part de ceux qui connaissent son histoire et son idéologie, naïvement peut-être de la part de ceux qui n'ont pas pris en compte l'histoire³².

Il faut en conclure qu'un mouvement national progressiste de nature réellement populaire n'a jamais existé en Ukraine, si l'on entend par là – comme ce doit être le cas pour nous – un mouvement durable qui acquiert une dimension étendue au sein d'une structure nationale. Tout au plus peut-on concéder qu'il y en a eu des éléments, ou des embryons, qui le sont restés, en dépit des sentiments et des intentions nationalistes (ce qui n'est pas la même chose que national) de certains secteurs de la

³² "Après l'indépendance, les deux ukrainiens ethno-linguistiques différaient également en matière de toponymie. Il y avait une Ukraine qui restait fidèle à une identité liée au passé soviétique, où les rues et les places portaient encore le nom de la révolution d'Octobre et des héros de l'URSS, et où les monuments à la mémoire de Lénine avaient toujours des fleurs fraîches à leurs pieds. Et il y avait une Ukraine qui tentait de se reconstruire une identité nationale, s'accrochant aux fragments d'un passé quelque peu enfoui, où les statues du poète Taras Ševčenko faisaient tomber celles de Lénine de leur piédestal, et où la toponymie était remplie de personnages resurgissant d'une histoire encore partiellement à écrire, du roi Danylo Halytskyi à Bogdan Khmelnytskyi. Et Bandera aussi a fini au milieu de tout cela" (Danilo Elia "Stepan Bandera, le héros criminel qui a divisé l'Ukraine", Observatoire Transeuropa des Balkans et du Caucase, 08/07/2014).

<https://www.balcanicaucaso.org/aree/Ucraina/Stepan-Bandera-l-eroe-criminale-che-divide-l-Ucraina-154127>

société ukrainienne. Et ce n'est pas seulement un préjugé alimenté par le régime soviétique stalinisé ou post-stalinien : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il était partagé par ceux qui semblent aujourd'hui être les partisans les plus convaincus de l'"autodétermination" ukrainienne, les décideurs américains. Le Conseil de Sécurité Nationale a déclaré en 1948:

"les Ukrainiens n'ont jamais démontré qu'ils possédaient les qualités requises pour fonder et diriger une nation indépendante capable d'affronter efficacement l'opposition des "grands Russes" : l'Ukraine ne reflète pas un concept clairement défini sur le plan ethnique et géographique "³³.

L'opinion du général Massimo Iacopi, qui n'est certainement pas un pro-russe, semble pertinente:

"Terre presque toujours dépourvue d'État-nation, mosaïque de peuples différents, carrefour des ambitions des voisins, l'Ukraine n'a jamais cessé d'être le théâtre de conflits. Contrairement à la plupart des pays européens, elle n'a pas été le résultat d'une patiente construction consolidée au fil des siècles. Elle disparaît régulièrement et renaît, tout aussi régulièrement, comme par magie "³⁴.

Et c'est ainsi que l'Ukraine d'aujourd'hui est née, non pas à la suite d'un mouvement national, mais, une fois de plus, à la suite de l'effondrement de la domination russe.

L'Ukraine aujourd'hui

Avec la dissolution de l'URSS à la fin de 1991, nous assistons à la version la plus audacieuse du "néolibéralisme" jamais connue. L'ensemble de l'ancien bloc soviétique est frappé par une série compulsive de privatisations. Les "Chicago boys" cyrilliques, instruits par le FMI, organisent une gigantesque vente aux enchères des biens de l'État. Les vieux bureaucrates de la bureaucratie et du parti se transforment à la vitesse de l'éclair en vélociraptors. Les "oligarques" sont nés.

« Le pétrole, les métaux non ferreux, des matières premières d'importance stratégique, pouvaient être achetés par des traders russes en roubles à une société d'État et revendus en devises fortes à des spéculateurs de la Communauté européenne à un prix dix fois supérieur. [...] . Les bénéfices de ces transactions ont été déposés sur des comptes bancaires off-shore' »³⁵

Les bénéfices sont utilisés pour racheter les biens de l'État qui sont privatisés à prix cassés. Des mécanismes similaires se sont produits en Ukraine, mais avec une identification encore plus flagrante de la richesse et du pouvoir politique entre les mains des représentants de l'ancienne nomenklatura, dirigée par Leonid Kučma, qui est devenu premier ministre et président. Par exemple, Pavlo Lazarenko, directeur du complexe agro-industriel de Naukovi, a accumulé une grande richesse grâce à l'exportation de matières premières, ce qui lui a permis de devenir ministre de l'énergie, puis chef du gouvernement, en siphonnant d'énormes fonds aux îles Caïmans (200 millions de dollars en seulement deux ans)³⁶. Ou encore la future "pasionnaria" de la "Révolution orange" de 2014, Julia Tymoshenko.

Jeune entrepreneur lors de l'effondrement de l'échafaudage soviétique, Tymošenko a acheté pour 100 000 roubles à la bourse de Moscou un paquet d'actions sur le marché pétrolier qui s'est

³³ "Us objectives with respect to Russia", Document 20/01, 18 agosto 1948.

³⁴ M. Iacopi, "UCRAINA, UNA STORIA E UNA COABITAZIONE DIFFICILI, 1 ottobre 2014, <http://www.storiain.net/storia/ucraina-una-storia-difficile/>

³⁵ Michel Chossudovsky, "Globalizzazione della povertà e nuovo ordine mondiale", Gruppo Abele, Torino, 2003.

³⁶ G. Gabellimi, "Ucraina, una guerra per procura", Bologna, Arianna Editrice, 2016.

réévalué de 4500% en deux semaines seulement. Avec le soutien de son beau-père, un important ancien fonctionnaire soviétique, elle a fondé la société d'énergie Korporacija Ukrajinskij Benzin (Kub), pénétrant ainsi sur le riche marché des hazotredery ("vendeurs de gaz"). Profitant du décret par lequel Lazarenko, qui venait d'accéder au poste de premier ministre, a réduit de huit à deux les entreprises autorisées à faire le commerce des produits énergétiques, elle est devenue en deux ans le leader du marché national de l'énergie. Le produit de cette position monopolistique a permis à Mme Timochenko de prendre le contrôle de vingt entreprises opérant dans les secteurs les plus divers, avec un chiffre d'affaires total de plus de 10 milliards de dollars par an. A la fin de 1996, elle contrôlait 25% de l'économie ukrainienne. Son trust a versé plus de 120 millions de dollars sur des comptes off-shore au nom de Lazarenko³⁷ (qui a ensuite été arrêté aux États-Unis pour le détournement de 200 millions de dollars des caisses de l'État, fraude et extorsion). Ce dernier lui a évité d'aller en prison après son arrestation en 1995, accusée d'avoir tenté de faire entrer illégalement 26 millions de dollars en Russie. Ce n'était que le début. Lorsque le président Kučma a tenté de limiter le champ d'application de la " libre entreprise ", la " pasionaria " a décidé de se lancer en politique en passant un accord avec Viktor Juščenko, directeur de la Banque centrale ukrainienne, premier ministre en 1999, ayant des liens solides avec les États-Unis et l'Occident (sa deuxième épouse est une ancienne fonctionnaire du département d'État américain). C'est également grâce au soutien de Mme Timochenko qu'il est devenu le leader de la "révolution orange", puis président, qu'il a immédiatement nommé Premier ministre. La "pasionaria" a ensuite été condamnée à 7 ans de prison pour avoir détourné un accord de fourniture de gaz avec Poutine (sentence rejetée par la Cour européenne des droits de l'homme). Elle a été libérée de prison après les événements de l'Euromaïdan, dont nous reparlerons.

Pour en revenir à Juščenko, dans son programme électoral, il avait promis –comme l'a fait plus tard Zelensky, et avec les mêmes résultats– une lutte acharnée contre la corruption. Des promesses non tenues.

«Au grand dam de ses alliés de la société civile, le nouveau président semblait bien s'entendre avec les oligarques de l'ère Koutchma. Loin d'être emprisonnés, leurs empires commerciaux se sont développés, tout comme leur influence. [...] les oligarques n'avaient rien à craindre de sa présidence".³⁸

De manière significative, en septembre 2008, Juščenko a déclaré que d'ici 2017, les navires russes devraient abandonner leurs bases en mer Noire.

L'enjeu : les relations économiques et géopolitiques

Et nous en arrivons à la véritable question sur la table : dans l'impossibilité objective d'une véritable autonomie (après tout, combien de pays peuvent aujourd'hui déterminer de manière indépendante leur propre destin ?), le choix du terrain sur l'échiquier international : de bonnes relations avec la Russie ou avec l'Occident? L'histoire de l'Ukraine depuis l'indépendance est un pendule témoin du bras de fer entre l'Occident et la Russie pour son contrôle.

L'Ukraine était totalement dépendante de Moscou pour son approvisionnement en énergie et les redevances provenant du transit du gaz russe vers l'Union européenne, mais aussi en tant que marché d'exportation pour la production industrielle³⁹. Toujours en 2012, la Russie était la

³⁷ M. Kaminski, "The Rise and Fall of Yulia Tymoshenko", Wall Street Journal, 1471172011.

³⁸ Katya Gorchinskaya, "A brief history of corruption in Ukraine: the Yushenko era", eurasianet, 28/5/2020.

³⁹ Selon Trading Economics, la Russie représente encore (2020) 8,5 % (troisième place) des importations ukrainiennes et 5,5 % (troisième place) des exportations (le partenaire commercial le plus important est désormais la Chine, avec 14 et 15 % respectivement).
<https://tradingeconomics.com/ukraine/export-by-country> ,

destination de 25,7 % des exportations ukrainiennes, tandis que seulement 24,9 % étaient destinées à l'UE. En 2018, les exportations vers la Russie seront trois fois moins importantes! Comment en est-on arrivé là?

Le premier accord de coopération avec l'UE remonte à 1994, alors que les tensions s'intensifiaient en Crimée.

En 1997, la Russie et l'Ukraine ont signé un traité d'amitié et de coopération, après quoi l'aide occidentale à Kiev a diminué.

En 1998, l'Ukraine adopte une feuille de route pour l'intégration à l'UE. La pression militaire et les représailles économiques russes deviennent de plus en plus lourdes.

En 2010, avec Janukovich comme président, à son tour main dans la main avec les "oligarques" et plus tard coupable de corruption et de népotisme avérés, la faction prête à traiter avec la Russie revient au gouvernement. La concession des bases navales russes sur la mer Noire est prolongée⁴⁰. La Russie accorde des prêts généreux.

En 2013, à la veille de la signature du traité d'association avec l'UE, le "pro-russe" Janukovich fait marche arrière. Cela conduira aux événements l'Euromaïdan et à la chute de Janukovich, qui se réfugie en Russie.

Moscou, inquiète du sort de ses bases navales en Crimée, a annexé la péninsule, anciennement russe, que Khrouchtchev avait cédée à l'Ukraine en 1954⁴¹. En avril, la plupart des régions russophones de Donetsk et de Luhansk ont également fait sécession de l'Ukraine avec le soutien militaire et logistique de la Russie. La sécession des républiques du Donbass a marqué le début d'un conflit prolongé, dans lequel les États-Unis et la Russie ont fourni à leurs alliés respectifs des armes, de l'argent et des conseillers militaires. Parmi les épisodes les plus odieux de cette période figure le tristement célèbre "massacre d'Odessa", au cours duquel 48 Ukrainiens pro-russes ont été brûlés vifs dans la "maison syndicale" dans laquelle ils avaient trouvé refuge pour échapper aux persécutions des nationalistes ukrainiens d'extrême droite.

Conscients du danger de la situation pour l'équilibre européen, une Europe alors pas tout à fait aplatie sur les positions américaines, et surtout l'Allemagne, préoccupée par ses relations économiques avec la Russie et son approvisionnement en gaz, ont réussi à amener les prétendants à la table des négociations. Cela a conduit au fameux cessez-le-feu de "Minsk" (septembre 2014), qui a été immédiatement ignoré. Ainsi, au mois de février suivant, Mme Merkel et le président français Hollande se sont rendus à Moscou pour proposer un nouvel accord –rebaptisé "Minsk 2"– dans lequel ils s'engageaient à soutenir la mise en œuvre d'un modèle d'État fédéral ukrainien qui garantirait une large autonomie aux populations russophones, ainsi qu'à empêcher à la fois la fourniture d'armements au régime de Kiev souhaitée par les États-Unis et l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. Mais les choses se sont passées différemment.

Cela s'est produit sous la présidence, qui a débuté en 2014, d'un autre oligarque, Poroschenko, surnommé le "roi du chocolat" (et désigné par le câble confidentiel "06KIEV1706_a" envoyé le 28 avril 2006 par l'ambassade américaine à Kiev et divulgué par WikiLeaks comme "notre taupe en Ukraine"). Sous son gouvernement, le traité avec l'UE a finalement été signé. Ses nombreux accords ont ouvert la porte à l'Occident pour piller l'économie ukrainienne⁴², notamment dans le secteur

⁴⁰ Pour la Russie, l'importance de l'accès à cette mer, c'est-à-dire aux "mers chaudes", est non seulement vitale d'un point de vue stratégique et militaire (on ne peut être une puissance sans accès à la mer), mais aussi en tant qu'artère commerciale indispensable : 65% des exportations vers l'étranger et 38% des exportations de pétrole de Moscou y passent.

⁴¹ Kwaśniewski, Aleksander. "Ukrainian-Russian Relations: Lessons for Contemporary International Politics." *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, no. 2, Center for International Relations and Sustainable Development, 2015, pp. 22–33, <https://www.jstor.org/stable/48573451>

⁴² https://www.lantidiplomatico.it/dettnews-ucraina_il_lato_oscuro_deiprestiti_internazionali/82_20902/

agricole, l'une des principales cibles du capital international⁴³. Dans le même temps, il a adopté un programme nationaliste d'"ukrainisation", en promulguant des lois discriminatoires à l'égard des russophones, des lois visant à écarter la langue russe de la sphère publique et des écoles, et a parrainé une Église orthodoxe ukrainienne, sapant ainsi l'influence du patriarcat de Moscou. Il a interdit la propagande du communisme, encouragé la suppression de tous les monuments communistes, ainsi que la réévaluation de tous les nationalistes du passé, y compris les personnalités et les organisations qui avaient collaboré avec les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale pour exterminer les Juifs et massacrer des milliers de Polonais, comme Sepan Bandera. Sa fortune a augmenté de 400 millions de dollars entre 2012 et 2020, alors que le pays s'enfonçait dans la crise économique et la misère. Aujourd'hui, Porochenko est accusé de haute trahison pour avoir facilité l'achat de charbon à des entreprises de l'est de l'Ukraine par des séparatistes pro-russes en guerre contre Kiev.

Pendant ce temps, les accords de Minsk ont été constamment ignorés par les deux parties au conflit, maintenant les tensions à un niveau élevé jusqu'aux développements dramatiques actuels.

En 2019, Zelensky est devenu président, avec un programme, comme par hasard, une fois de plus, de lutte contre la corruption, destiné à échouer comme celui de Juščenko. Et il ne pouvait en être autrement : la fortune de Zelensky a commencé avec l'oligarque Ihor Kolomojs'kyj, dont le groupe de télévision avait fait de lui une pop star, sans compter les liens entre le premier conseiller de Zelensky et l'homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, ainsi que les pas moins de 14 sociétés offshore de Zelensky. En fait, avant la guerre d'aujourd'hui, la cote de popularité du président "comique" était en chute libre et rien ne semblait pouvoir la remonter⁴⁴. Pendant la campagne électorale, Zelensky avait adopté un profil modéré par rapport au nationalisme exacerbé de Poroschenko, suscitant l'espoir de négociations avec la Russie. Mais bientôt la vente de deux importantes mines de lithium à la société euro-australienne European Lithium au détriment de la société chinoise Chengxi Lithium a démontré son alignement sur l'Ouest⁴⁵.

Le bref excursus que nous avons esquissé n'a pas été vain. En 2020, certes, la Russie reste le deuxième investisseur direct dans l'économie ukrainienne (13,4% du total), derrière la Pologne (15,6%)⁴⁶. Mais l'UE dans son ensemble est désormais le premier partenaire commercial de l'Ukraine (avec 42 % du total) et la première source d'investissements étrangers (avec la Pologne et l'Allemagne en tête, suivies de l'Italie)⁴⁷. L'Ukraine dépend de l'Occident pour son aide financière, pour laquelle elle a toutefois demandé et obtenu (sous le prétexte habituel de la lutte contre la corruption) l'ouverture de ses marchés aux capitaux et aux marchandises étrangers. Au lendemain du Maïdan, le FMI a alloué plus de 17 milliards d'euros en financements et prêts non remboursables pour soutenir les réformes susceptibles de favoriser la pénétration de l'économie occidentale⁴⁸. L'Ukraine a été transformée en colonie financière des métropoles occidentales.

La guerre actuelle a été précédée, fin 2021, par un fait crucial : un conflit avec l'Allemagne, accusée de vouloir évincer Kiev du marché du gaz par la mise en œuvre du gazoduc Nord Stream 2, un projet également saboté par les États-Unis avec des sanctions visant les entreprises impliquées dans l'initiative, jusqu'à un accord Biden-Merkel qui prévoyait le sabordage du projet en cas de menaces sur l'Ukraine. Un stratagème qui a définitivement contribué à remettre le sort de l'Ukraine

⁴³ Mousseau, Frederic, "West's agri-giants snap up Ukraine", «Asia Times», 28 gennaio 2015.

⁴⁴ Fulvio Scaglione, "Zelens'kj e il peso degli oligarchi", Limes 2/2022.

⁴⁵ https://auto.hwupgrade.it/news/mercato-green/european-lithium-si-assicura-due-enormi-giacimenti-di-litio-in-ucraina-cosi-l-europa-non-dipendera-dall-asia_102297.html

⁴⁶ <https://www.investmentmonitor.ai/analysis/ukraine-fdi-snapshot-foreign-investment>

⁴⁷ ibid.

⁴⁸ G. P. CASELLI, "Ucraina, dietro la crisi ci sono le scelte economiche della classe politica", 16 dicembre 2021 <https://www.editorialedomani.it/politica/mondo/crisi-ucraina-classe-politica-economia-h04wfkqo>

entre les mains de Washington. Et ce n'est pas une coïncidence si le début de la guerre actuelle (ou il serait préférable de dire la phase actuelle de la guerre) a coïncidé avec la suspension unilatérale du Nord Stream 2 par le gouvernement allemand. Enfin, en 2021, des manœuvres militaires massives OTAN-Ukraine ont eu lieu sur le territoire ukrainien et en mer Noire avec la participation de 32 pays.

Nous ne sommes donc pas face à une guerre nationale. **Aucun mouvement révolutionnaire populaire n'a précédé de peu ou de beaucoup l'invasion russe**, sauf si l'on veut considérer comme tels la "révolution orange" et le "soulèvement de Maïdan", qui, même si l'on admet leur nature endogène et non hétéro-dirigée de l'étranger, comme le prétendent les Russes, étaient en tout cas des mouvements réactionnaires, dont le contenu a été bien visible dans l'oppression sanglante du Donbass et dans les pogroms contre la population russe, à laquelle (de même qu'à la Crimée) ils veulent refuser cette même "autodétermination" que l'Occident prétend sauver en Ukraine au prix d'un conflit armé mondial. Et après tout, quel mouvement véritablement révolutionnaire pourrait-on attendre en Ukraine, dans les conditions capitalistes actuelles, si ce n'est un mouvement **dirigé par le prolétariat ?**

En conclusion

Face à la guerre impérialiste qui a éclaté en 1914, Lénine a formulé la stratégie marxiste comme suit :

"Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge impudent de la bourgeoisie de tous les pays, qui masque ses visées spoliatrices sous une idéologie "nationale", tout cela, sur le terrain d'une situation objectivement révolutionnaire, crée inévitablement dans les masses des états d'âme révolutionnaires. Il est de notre devoir d'aider à rendre ces états d'âme conscients, à les approfondir et à les préciser. Cette tâche ne s'exprime correctement que par le mot d'ordre de **transformer la guerre impérialiste en guerre civile** ; et toute lutte de classe conséquente en temps de guerre, toute tactique d'"action de masse" sérieusement appliquée, conduit inévitablement à cela. Il est impossible de savoir si un fort mouvement révolutionnaire éclatera à la suite de la première ou de la deuxième guerre impérialiste entre les grandes puissances, pendant ou après celle-ci, mais dans tous les cas, il est de notre devoir de travailler systématiquement et avec persistance précisément dans cette direction".⁴⁹

Replaçons cela dans la réalité actuelle: même en l'absence, à ce jour malheureusement, de sentiments révolutionnaires dans les masses, il n'y a qu'une seule façon de porter haut l'étendard de l'internationalisme prolétarien dans la situation difficile d'aujourd'hui: rejeter tout chant de sirène nationaliste, tout compromis, même temporaire, avec sa bourgeoisie nationale.

En lançant des mots à la mode apparemment astucieux, comme celui de "résistance populaire" contre l'envahisseur russe, on joue à récupérer la guerre, on élude la question fondamentale: il n'y a pas de guerre révolutionnaire, lors d'un conflit impérialiste, sans une prise de pouvoir préalable par le prolétariat, et on n'y arrive pas si on ne comprend pas que le premier ennemi de la classe ouvrière n'est pas l'armée d'invasion mais sa propre bourgeoisie, si on craint la défaite de sa propre armée, si on ne comprend pas que c'est précisément cette défaite qui ouvre un scénario révolutionnaire possible. Si on ne comprend pas que le mot d'ordre n'est pas "transformation de la guerre en guerre populaire", mais le vieux mot d'ordre bolchevique: "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile". Cela signifie que:

–**en Russie** le prolétariat doit soutenir inconditionnellement (c'est-à-dire indépendamment de qui est actuellement au gouvernement en Ukraine) l'indépendance complète et l'autodétermination de l'Ukraine (comme à l'époque de Lénine), contre son propre État et sa propre bourgeoisie, contre la

⁴⁹ V.I.Lénine Le socialisme et la guerre vol.21

guerre, souhaitant la défaite de sa propre armée, incitant les conscrits envoyés mourir en Ukraine à fraterniser avec les prolétaires ukrainiens ;

–**En Ukraine**, le prolétariat doit également lutter contre sa propre bourgeoisie, sans craindre, voire en souhaitant sa défaite militaire, en lui refusant toute solidarité, en fraternisant partout où cela est possible avec les prolétaires russes enrôlés comme conscrits dans l'armée d'invasion, en reconnaissant l'autodétermination de la Crimée, du Donbass, de la Transnistrie, les droits des nationalités russophones et autres sur son propre territoire ;

–**Dans le Donbass, en Crimée et en Transnistrie**, le prolétariat doit faire passer l'union avec les prolétaires ukrainiens avant ses propres aspirations à l'indépendance.

Et nous, prolétaires d'Italie et d'Occident ? Notre premier devoir est de nous opposer à la guerre de toutes nos forces, non pas par des demandes stériles et utopiques d'arbitrage et de paix comme concession gracieuse des chancelleries gouvernementales, non pas par des appels constitutionnels pathétiques, mais par la lutte des classes. Le champ de bataille du prolétariat est celui de intérieur. Le deuxième devoir est d'exprimer notre solidarité impartiale avec tous les prolétaires de Russie, d'Ukraine, de Crimée, du Donbass, de Transnistrie.

Alessandro Mantovani, Avril 2022